savons-nous où nous allons?

Au cours de la journée du colloque international de Gif-sur-Yvette consacrée à l'urbanisation, et dont le rapporteur était M. B. Kayser, professeur de géographie à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Toulouse, s'est instaurée une discussion sur la place des sciences humaines dans une prospective de la ville. Quelques extraits permettent ici d'en rappeler les dimensions, et de souligner les nombreux points d'interrogation d'une société qui cherche son avenir.
Cette sélection d'interventions datées du 29 mars 1968 ne représente pas une discussion suivie mais de simples éléments ici juxtaposés.

M.-B. KAYSER - *FRANCE*

Sous le vocable d' « urbanisation », c'est, en fait, toute l'organisation de l'espace habité que l'on tend à comprendre. L'interprétation et la cohésion croissantes des parties dites urbaines et rurales s'inscrit, en effet, sans conteste dans les tendances lourdes de la géographie humaine. D'ici à 50 ans, ce processus d'intégration de la société et du territoire dans la « civilisation urbaine » sera terminé. Le problème prospectif que pose donc l'urbanisation est celui de la forme qu'elle prendra : densification, concentration, dispersion, suburbanisation, exurbanisation, renforcement des villes moyennes, régionalisation des systèmes d'urbanisation..., autant de possibilités d'aménagement du territoire entre lesquelles la prospective devra désigner les plus vraisemblables. Cette prospective, certes, ne peut être fondée sur les seules techniques de construction, mais leur avancement s'avérera cependant très important pour la transformation des conditions générales de l'urbanisation et de l'urbanisme. Si l'on considère par exemple les ressources naturelles, il apparaît que la contrainte de l'approvisionnement en eau ne sera plus technique, mais économique, grâce aux procédés de dessalement et de repurification de l'eau. L'accroissement de la consommation d'énergie dans une ville ne pose qu'un problème de renforcement des réseaux.
L'action structurante des transports dans l'organisation de l'espace urbain fait de l'innovation dans le domaine des circulations la clé de voûte de l'avenir urbanistique. L'inévitable augmentation du trafic interurbain posera l'un des problèmes urbanistiques les plus délicats, celui des points d'éclatement ou de transbordement de rupture de charge. Au niveau de l'agglomération, pour assurer la meilleure efficacité des transports futurs, la ville devra s'organiser suivant de grands axes linéaires ou suivant un quadrillage de voies hiérarchisées (schéma radio-concentrique ou à maillage hexagonal).
Le développement des télécommunications et de la télé-informatique aboutira sans doute à une intégration de l'espace qui rendra caduques les notions actuelles de hiérarchie ou d'armature urbaines. Cependant l'on peut penser que les besoins de centralisation physique resteront assez forts pour motiver la concentration de nombreux équipements ; cette tendance devrait donner sa chance à une répartition nouvelle et harmonieuse de grandes agglomérations métropolitaines sur l'ensemble du territoire.
Cependant, l'évolution des techniques, telle qu'on peut la prévoir, ne déterminera pas la ville de l'avenir. L'homme garde une grande liberté de choix dans l'appel qu'il veut faire aux différentes techniques mises à sa disposition ; c'est lui, en définitive, qui modèlera le visage de la ville dans laquelle il vivra.

●

M. L. RODWIN - *U.S.A.*

Le problème essentiel qui risque de se poser à l'avenir est le suivant :
à mesure que la révolution économique se développe, à mesure que ces revenus se trouveront multipliés par 4 ou 5, et à mesure que le potentiel technique augmentera — et il a été signalé que l'on pourrait compter réaliser des progrès très grands dans tous les domaines —, à mesure que tout ce développement se fera, je crois que l'on pourra observer que la population ne voudra pas toujours faire ce que le Plan prévoit ; peut-être aurez-vous une crise comme celle que l'on peut observer aux États-Unis, par exemple.
En effet, on y a fait de gros efforts pour reconstituer et reconstruire le centre de nos villes, mais en fait les gens ne veulent plus y habiter (et il y a à cela des raisons très complexes). Mon impression est que beaucoup de sondages d'opinion publique en France semblent indiquer que les gens veulent vivre d'une façon assez différente de celle qu'envisagent pour eux les planificateurs, aussi bien sur le plan du type de logement que l'on fabrique à l'heure actuelle que sur le plan de la construction même des villes.
Il est extrêmement important de reconnaître que les villes ne sont pas des systèmes simples et que l'on ne peut pas en Europe définir les besoins en performances ou les exigences de la même manière que l'on peut le faire pour une capsule spatiale par exemple. Par conséquent, si vous poussez le parallèle trop loin, si vous employez trop votre esprit d'analyse, ou le système PPBS, vous risquez d'arriver à des résultats à peu près aussi décevants que ceux que nous avons pu observer en utilisant par trop ces systèmes chez nous.

●

M. R. LEDRUT - *FRANCE*

La prospective, à partir d'une analyse des seules techniques, est tout à fait impuissante. Si, il y a cinquante ans, on avait voulu faire de la prospective avec les techniques, il est probable que l'on aurait dit un certain nombre de bêtises.
On nous a souvent parlé, par exemple, dans les années 40 et 50 de la civilisation de 1960, et la peinture qui nous en a été faite ne ressemble pas tout à fait à celle de la société que nous connaissons aujourd'hui.
D'autre part, l'utilisation des techniques elles-mêmes dépend des innovations et des conditions sociales qui interviennent déjà à leur niveau.

◀ *Photo-montage de Marc Foucault*

On a fait allusion aux conditions de la vie sociale, au comportement, aux besoins des gens. On s'est demandé si ces besoins évolueraient ou n'évolueraient pas ; M. Pierre Masse disait très justement qu'il n'est pas intéressant de connaître ce que les gens désirent maintenant, mais qu'il faut savoir ce qu'ils désireront plus tard. Je crois que, dans les études de culture (au sens anglo-saxon du terme)ou de civilisation, on peut mettre en lumière des tendances plus ou moins « lourdes ». Ces tendances lourdes son dans l'ordre de nos comportements politiques, ou socio-politiques, par exemple dans l'ordre de réactions de l'individu à l'union de milieu social.

Ce qui est fondamental, c'est le comportement des hommes ; ce qui est important c'est de voir que, malgré les phénomènes de congestion, malgré toutes les difficultés qu'ils peuvent rencontrer, les gens n'en continuent pas moins à aller dans les centres.

Je ne dis pas que les aspects circulatoires sont dénués de valeur et d'importance, je ne dis pas que les transformations techniques dans l'ordre du bâtiment et de la construction des logements soient sans intérêt, mais je dis qu'il y a à côté de cela quelque chose qui est peut-être plus fondamental et qui concerne ce que l'on pourrait appeler l'organisation de l'espace social urbain.

Prenons justement cet exemple : une des tendances fondamentales des sociétés urbaines contemporaines c'est que les gens cherchent leur résidence en dehors des centres urbains. C'est un phénomène très visible aux États-Unis. Il ne l'est pas moins en Europe. Ceux qui ont les moyens de pouvoir habiter en dehors du centre le font, mais il n'en reste pas moins que les gens ne s'enferment pas dans leur quartier et se résignent de moins en moins à y être enfermés.
Les problèmes qui se posent sont ceux de savoir quelles seront les répercussions des évolutions techniques sur une tendance de cet ordre. C'est là le phénomène essentiel : pourrons nous prendre le contre-pied d'une tendance fondamentale ?

M. R. PARET - *FRANCE*

Il n'est d'urbanisme que politique.

Ceux d'entre nous qui ont suivi de bout en bout les débats du colloque, peuvent se retrouver d'accord pour considérer qu'un premier point est acquis à l'issue des journées spéciales sur l'énergie, l'informatique, les communications et les télécommunications, et l'aménagement de l'espace rural ; tous les techniciens qui sont intervenus ici, en ce qui concerne particulièrement les conséquences que l'on peut tirer des prévisions quant au développement technologique dans les prochaines cinquante années, et tout particulièrement pour l'orientation du tissu urbain, sont d'accord sur le fait qu'il ne semble pas y avoir, (comme du reste un certain nombre des intervenants qui m'ont précédé l'ont déjà noté) de déterminisme technologique inexorable ; il n'y a pas de contrainte qui soit liée au développement des techniques avancées et qui fasse apparaître inévitable, en tout état de cause, un modèle qui se trouverait ainsi privilégié, un modèle en quelque sorte uniforme, et selon lequel devrait nécessairement s'ordonner le développement des zones urbaines et des zones d'urbanisation. Les prévisions plausibles, dans chacun des domaines considérés et tout particulièrement d'après ce que nous avons eu l'occasion d'entendre ce matin en matière de techniques de construction, devraient permettre de tenir pour certain que, dans aucun domaine, il n'y a ce que j'appellerais une « prédestination » de l'urbanisme futur, « prédestination » à laquelle il ne saurait être question de se soustraire ; le développement des techniques agrandit au contraire le champ des possibles.

En effet, seules quelques hypothèses peuvent être retenues comme vraisemblablement susceptibles d'actualisation dans le prochain demi-siècle. Je les résume très schématiquement.

En ce qui concerne en premier lieu l'implantation des grands complexes industriels, et tout particulièrement des entreprises productives d'énergie, le débat fait apparaître un accord assez général sur le fait que la périphérisation des grandes centrales vers les zones côtières est un élément que l'on peut tenir pour acquis ; par conséquent on observera, à l'horizon 2020, une diffusion vers les secteurs maritimes, peut-être aussi vers quelques très grandes nappes d'eau intérieures, des principaux établissements industriels consommateurs d'eau et des principaux établissements industriels consommateurs de matières premières importées par voie maritime. L'accroissement de tonnage des navires et l'utilisation des eaux océaniques concourent à rendre très plausible cette implantation littorale des principaux centres de production industrielle lourde.

Mais par ailleurs et, dans une certaine mesure, cette seconde hypothèse de travail équilibre et presque contrebalance la première ; on doit s'attendre à une extrême diversification, une capacité considérablement multipliée des moyens de transport à grandes distances, qu'il s'agisse de transports de personnes, de matières premières, de produits fabriqués, enfin et surtout de ce que l'on pourrait appeler les objets mentaux, c'est-à-dire les informations, les données accumulées, les éléments de gestion, les décisions ; cette diversification et cet accroissement considérable de la capacité de transport font que, quelle que soit l'implantation des grandes zones industrielles, il n'est pas possible d'en déduire nécessairement un déplacement vers cette périphérie des territoires, des zones de concentration urbaine.

De telle sorte que, au terme de ces débats, le généraliste, pour employer cet affreux vocable, qui est chargé d'introduire la discussion sur les objectifs sociaux de l'urbanisme, se trouve dans la situation, à la fois réconfortante et inconfortable, d'avoir à dire que les techniciens mettent à la disposition de ceux qui seront responsables des structurations urbaines, une gamme très vaste de moyens nouveaux, une gamme qui sera, sans doute, encore accrue dans les cinquante prochaines années par toutes les inventions qu'on nous a laissé entendre sans qu'on puisse, au demeurant, le définir ni même le prévoir, mais que ces possibilités très diverses ne constituent absolument pas la trame d'un déterminisme.

Tout au contraire se révèle une flexibilité considérable des diverses solutions techniques et, pour employer avec un peu d'insolence un mot emprunté au langage de la technologie, je dirai que, dans ce domaine de la structuration urbaine, il n'y a pas, sur le plan technologique, d'avenir précontraint.

Quelles conséquences pouvons-nous tirer de cette absence de détermination technologique ?

S'il est impossible dans les seules données technologiques de trouver une réponse à la plupart des questions posées dans le rapport Kayser, nous sommes obligés de nous retourner vers les spécialistes de l'utilisateur, c'est-à-dire les spécialistes de l'individu humain.

On a insisté, à bien des reprises, sur l'importance de l'apport des sociologues et, déjà, le Professeur Ledrut a montré en effet tout ce qu'une certaine problématique de ce type pouvait apporter. On doit aussi regretter, à certains égards, que n'aient pas été présents à nos débats des psychologues, des psychanalystes, mais je ne suis pas pas sûr, à dire vrai, que sur ce plan les techniciens des sciences humaines, si je puis employer cette expression, soient beaucoup plus avancés, à l'heure présente tout au moins, que les techniciens des sciences exactes, ou ceux de la technologie pure.

Et puisqu'il semble de mode de se livrer à quelques provocations, qu'il soit permis à un chercheur en science humaine d'en énoncer une, au moins pour sa paroisse : je crois qu'en ce qui nous concerne nous ne sommes guère plus capables de donner des réponses précises aux questions posées que ceux qui se sont cantonnés avec rigueur au domaine de la pure technologie. La technique ne définit pas le devenir des hommes, mais les hommes ne savent pas davantage quel est leur devenir.

Qu'est-ce qui apparaît en fin de compte, au terme de cette confrontation ? L'essentiel ne peut être que la claire conscience de la fragilité de notre savoir, la fragilité de toute entreprise prospective ; sans doute faut-il, modestement, au stade présent des recherches, s'en tenir au seul principe de la cohérence des choix, une fois un système adopté, un système qui est, bien entendu, non seulement déterminé par des données technologiques, mais très largement par des données d'ordre social, d'ordre historique, des données économiques, financières, budgétaires, des données de politique sociale à long terme.

Ce choix fait, il implique nécessairement toute une série de compatibilités internes. Quand on s'est installé dans un système, il est difficile, voire impossible d'en sortir sans crise, car ceci provoque une dislocation globale de l'ensemble dont on remettrait en cause un élément.

Pour n'en prendre qu'un exemple, en matière de prospective urbanistique, M. Patin a évoqué ici même à plusieurs reprises l'action structurante, et à bien des égards décisive pour l'évolution du tissu urbain, des réseaux de communication. Tout choix dans ce domaine détermine pour une large part le développement ultérieur des agglomérations.

Il est bien évident que, dans tous les domaines évoqués successivement, chaque choix particulier implique en quelque sorte, fût-ce à l'insu de ceux qui l'ont fait, un choix d'ordre général, et je me permettrai sur ce plan d'insister tout particulièrement sur un aspect auquel on n'a peut-être pas toujours accordé dans nos débats assez d'importance, c'est l'aspect financier, l'aspect investissements, qui est déterminant dans l'ensemble des problèmes évoqués.

C'est incontestablement une grande entreprise que d'avoir une politique de l'imaginaire, et à cet égard la prospective est indispensable, encore faut-il avoir les moyens, et tout particulièrement les moyens financiers, de son imagination.

Enfin, il y a un dernier point sur lequel on pardonnera à un historien de mettre l'accent. Pour paraphraser Jules Renard, je dirai volontiers que, de même que tout le monde n'a pas la chance d'être orphelin, toutes les villes n'ont pas eu la chance d'être rasées, et que par conséquent, si légitime que soit l'extrapolation à très long terme, je crois qu'il est difficile de ne pas tenir compte du fait que cette urbanisation à laquelle nous songeons s'inscrit dans un territoire qui a une histoire ; elle s'inscrit dans l'histoire d'une population et sur ce point c'est à nos collègues sociologues que la parole revient, mais elle s'inscrit aussi, et c'est là ma contribution particulière d'historien, dans l'histoire d'un espace ; elle s'inscrit dans l'histoire d'un milieu urbain que l'on peut modifier, que l'on peut faire évoluer, que l'on peut tenter d'adapter, mais dont on ne peut absolument pas ne pas tenir compte.

C'est sur ce point qu'il convient de conclure : dans tous ces domaines, qu'il s'agisse de choix budgétaires, de choix technologiques, qu'il s'agisse de politique sociale, la dernière instance, celle qui fonde toutes les autres, on me permettra de le dire très clairement parce que je crois que c'est l'essentiel, est l'instance politique. Construire pour dix ans ou pour cinquante ans ou pour cent ans, si paradoxal qu'il puisse paraître, ce n'est pas faire un choix fondé sur des données technologiques ; ce n'est même pas faire un choix fondé sur des données psycho-sociologiques ; c'est, en dernier ressort, faire un choix qui exprime une politique, une politique globale, une politique d'État, et en même temps une politique régionale.

On évoquera sans doute tout à l'heure, sur un autre plan, les problèmes de la participation, de la démocratisation qui ont déjà été évoqués au cours de la journée « informatique » ; il est essentiel d'avoir présent dans l'esprit, dans le débat qui va s'engager, que l'on ne peut pas ne pas tenir compte d'une manière décisive de cette donnée, qui est celle de la politique au sens le plus élevé du mot.

Ce n'est pas simplement faire un jeu de mots étymologique que rappeler que la politique est avant tout l'art de construire et d'administrer les cités. Bâtir des cités neuves, mais aussi — il faut y insister — n'est pas laisser dépérir, disparaître, ce qui reste vivant au cœur des vieilles villes. Aménager l'espace, c'est à coup sûr contraindre le passé à prendre une nouvelle forme en fonction de l'avenir que l'on veut, mais ce doit être aussi décider l'avenir en tenant compte d'un passé dont précisément les techniques avancées, qui ont été étudiées pendant ces cinq jours, peuvent permettre aux hommes modernes de n'être plus seulement captifs comme le furent leurs aïeux, mais vraiment héritiers, qui assument, lucidement et délibérément, un héritage qu'ils adaptent à leur temps ; cette difficile conjonction de l'espace et du temps, cette conjonction qu'implique précisément l'ambitieuse expression d'aménagement du territoire, ne peut pas être seulement le résultat de schémas idéologiques. La prospective, qui ne peut ignorer l'histoire, renvoie en dernière analyse à la politique, parce que celle-ci est à la fois la conséquence de l'histoire passée et la création de l'histoire future. Pour une société, choisir son modèle d'urbanisation, choisir les signes qu'elle inscrira sur le sol, ces signes que sont les villes et tout ce qui les lie, c'est choisir l'image par laquelle elle s'exprimera le plus fondamentalement. Les hommes de 2020 seront très largement ce que seront leurs villes, mais leurs villes seront, pour une très large part, ce que, le sachant ou non, lucidement ou non, les hommes de 1970, (c'est-à-dire pratiquement chacun de vous dans son domaine) auront voulu ou tout au moins auront tenté.

L'enseignement que je tirerai de ce colloque qui, pour un chercheur en sciences humaines, a été si passionnant parce qu'il nous a permis d'entendre et d'écouter attentivement les techniciens, c'est que 2020 commence aujourd'hui et que nous ne devons jamais l'oublier.

M. M. STERN - *FRANCE*

Un grand nombre de nos centres actuels ne pourront plus répondre à la fonction centrale telle qu'elle est plus ou moins confusément ressentie par l'humanité d'aujourd'hui.
L'optimum dimensionnel est extrêmement lié à l'idée que nous nous faisons de cette fonction centrale, ainsi qu'à deux autres points : la mobilité s'accroîtra-t-elle au point de transformer les conditions mêmes de l'urbanisation ? L'organisation d'un « espace régional » aura-t-elle un sens, c'est-à-dire il y aura-t-il un maillage urbain ?

●

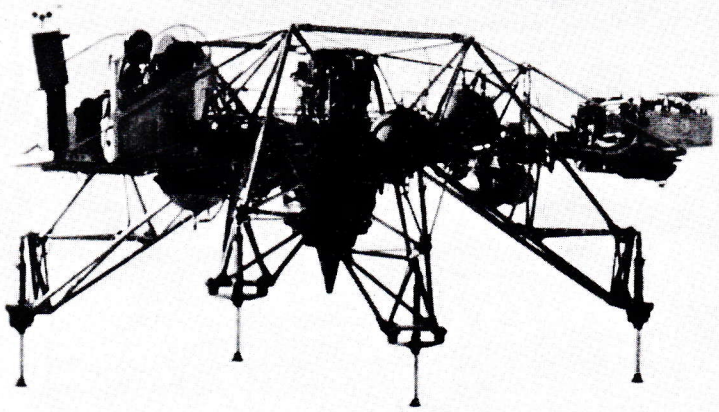
M. C. SOUCY - *FRANCE*

Nous commençons, à savoir mesurer le prix que chaque usager attache au confort dans les transports en commun. Nous savons apprécier beaucoup moins bien déjà l'appauvrissement des relations sociales qui résulte de l'allongement des migrations alternantes. Nous ne savons pas apprécier du tout la perte culturelle que représente par exemple la transformation de la place Vendôme en parc de stationnement.

Nous commençons à savoir analyser les fonctions, séparées les unes des autres, un peu dans l'esprit de la charte d'Athènes. L'essentiel n'est-il pas ailleurs ? Les fonctions justifient bien les cités-dortoirs, les centres d'affaires et les autoroutes qui les relient ; elles n'expliquent pas la ville. La force qui pousse à s'urbaniser c'est-à-dire, le sens profond du phénomène principal que nous avons à aménager, nous échappe presque entièrement.

Quant à la décision nous en restons le plus souvent au calcul de financement, c'est-à-dire aux moyens. Mais comment joue la dialectique des politiques, des administrateurs, des techniciens, des entrepreneurs, des groupes formels et informels de citoyens, des collectivités locales, etc. ? Nous commençons tout juste à l'entrevoir mais nous ne l'étudions guère.

On définit des modèles fort savants du développement urbain ; ces modèles risquent de ne pas pouvoir intégrer la quasi-totalité des motifs et des règles véritables des acteurs en présence.



Autre point : le domaine de l'enseignement et de l'information. Actuellement les adultes se sentent dépassés par les techniques nouvelles et par les problèmes qui naissent de leur mise en œuvre. Quant aux jeunes, ils manifestent de tous côtés qu'ils veulent une transformation radicale, non seulement dans le contenu mais dans la nature et dans les formes de l'enseignement.

Une transformation similaire est sans doute indispensable, en particulier pour les sujets de l'urbanisme, je veux dire les citadins, pour qu'ils puissent entrer dans ce jeu de l'avenir, qu'ils puissent y tenir leur part et par là le rendre possible. On ne fera plus, je crois, comme on l'a fait auparavant, de l'urbanisme sans les citadins.

Quant à l'information, il faut bien en comprendre les exigences. Il ne s'agit ni de noyer sous une masse de données, ni d'accumuler ou de traiter n'importe quoi sur des ordinateurs de plus en plus gros. Je crois qu'il s'agit simplement de permettre à chacun d'accéder librement à l'information dont il a besoin pour décider véritablement de ce qui le concerne.

Il faudrait que nous étudiions, de façon très particulière, les groupes minoritaires dans la société, ceux que nos techniques de sociologie actuelles souvent nous conduisent à laisser de côté. Il faudrait que nous prenions parti aussi sur des phénomènes tels que l'intégration des travailleurs étrangers, la répartition des revenus dans la société, la ségrégation dans l'espace entre les groupes, tous ces phénomènes qui sont peut-être le moteur même de notre développement.

●

M. J.-W. DYCKMAN - *U.S.A.*

Je voudrais imaginer une ville qui pourrait tenir compte de toutes les valeurs que l'on a exprimées au cours de ces quatre jours de colloque.

Voyons un peu de quoi pourrait avoir l'air notre ville, concrètement parlant ?

D'abord cette ville serait saturée de moyens de transport individuels. Elle aura plus de véhicules que de personnes.

Cette ville serait saturée de moyens de communication. Il est probable que les radios, les télévisions y seront aussi bien plus nombreuses que les personnes et, ce qui est plus important encore, il y aura peut-être sept ou huit chaînes de télévision, ce qui est plus que dans les villes que nous connaissons à l'heure actuelle.

Cette ville aurait un rôle important à jouer dans le domaine de la construction et de la transmission. Même si cela n'a pas été articulé dans la discussion, j'ai eu l'impression qu'une partie importante des activités d'une grande ville concernerait des messages qui en partiraient et y seraient transmis.

Ceci donne une mesure de l'importance culturelle qu'aura cette ville. Celle-ci serait également à l'origine du développement d'une culture populaire, car ceci est essentiel, et doit forcément accompagner l'envoi de messages culturels et d'informations. Il y aura énormément de mathématiciens, de spécialistes de l'informatique ; il y aura des programmeurs, des techniciens, des physiciens qui habiteront cette ville ; on y trouvera également un grand nombre de ressources dans le domaine de l'éducation ; de systèmes d'entreprises, de commercialisation, de finances. Tout ce système fonctionnera avec une très grande souplesse et une grande vitesse ; il y aura nombre d'ordinateurs ; des centres d'information pour les gouvernements qui emmagasineront de nombreux renseignements. Il y aura des emplois ; le climat de cette ville sera agréable ; il y aura suffisamment de logements et ceux-ci seront agréables, ce qui nous donnerait l'équation familière du développement urbain.

L'espace serait généreusement alloué à l'intérieur et à l'extérieur de la ville ; il n'y aurait plus de barrière sociale ; le gradient du statut social serait d'autant moins important que celui de la densité de la communauté serait hétérogène ; la production serait décentralisée, la consommation également et hautement diversifiée ; en fait, il y aura une sorte de rapprochement entre la production et la consommation.

Eh bien, cette ville que je viens de décrire existe, c'est Los Angeles. C'est, je crois, un phénomène intéressant ; cette ville que j'ai imaginée toute la semaine à mesure que j'entendais ces discussions, je me suis rendu compte qu'elle existait en fait. Or, non seulement elle existe, mais elle ne stimule guère l'enthousiasme des gens qui, pourtant, ont décrit ces tendances.

Los Angeles est une excellente expression du choix du consommateur dans un pays riche ; c'est la ville technocratique par excellence ; c'est la ville où l'innovation est suprême ; ville qui est notée remarquable par sa pollution de l'air ; connue également pour le temps qu'il faut mettre pour aller travailler (un peu inférieur à Paris) ; c'est une ville où les relations sociales ne sont pas particulièrement bonnes, mais cela ne gêne personne ; c'est également une ville de liberté, une ville anti-famille, c'est bien connu. A beaucoup d'égards cette ville est une utopie ou une anti-utopie, cela dépend de votre système de valeurs.

●

M. P.-H. CHOMBART DE LAUWE - *FRANCE*

L'important est de nous interroger sur les rapports entre les villes et la société. Les villes ne peuvent être que le reflet de la société. Il n'est pas possible, à mon avis, de construire une société en construisant des villes ; il faut d'abord réfléchir sur la façon dont les sociétés évoluent et voir comment les techniques s'adapteront à ces transformations sociales qui ne sont pas uniquement commandées par l'économie et les techniques — je dis bien, pas uniquement, parce qu'il est évident aussi que, les découvertes scientifiques, les découvertes techniques modifient considérablement le comportement des hommes et leur imposent certains impératifs.

La sociologie doit être tournée vers le futur. La véritable sociologie doit s'intéresser à la prospective, étudier non pas les besoins actuels mais les mécanismes d'évolution des besoins pour voir dans quelle mesure ils peuvent définir les besoins de demain auxquels il faudra répondre. Ce que nous demandons c'est une certaine imagination sociologique qui devrait être conjuguée avec l'imagination technique pour ne pas uniquement faire œuvre créatrice dans des constructions d'un type nouveau, mais dans la construction d'une société nouvelle.

Prenons le besoin de silence et d'isolement. Actuellement plus la société est marquée par le bruit et l'agitation, plus les hommes en ont besoin. Comment prévoir ce silence et cet isolement ? Si les recherches techniques étaient poursuivies assez loin avec des moyens suffisants, le prix de l'insonorisation baisserait immédiatement.

Il s'agit donc ici d'orienter les recherches techniques en fonction de préoccupations sociologiques et de préoccupations psychologiques.

Le besoin de communications de personne à personne est essentiel. Plus les besoins de communications de masse se développent, moins les communications de personne à personne s'établissent normalement. Comment, dans le bâtiment, dans la ville, sera-t-il possible de faciliter des contacts ? La disposition intérieure des logements entre eux peut permettre ou interdire pratiquement la communication. Je suis persuadé que l'on peut faire des maisons dans lesquelles

NASA - L'homme, l'air, la lune...
Photo Georg Gerster

personne ne pourra communiquer avec personne, et des maisons dans lesquelles les gens auront envie de communiquer entre eux.

Il y a donc là un thème d'étude précise des réponses aux besoins, en liaison avec des techniques du bâtiment.

Il faudrait aussi, dans cette étude des besoins, insister sur la différenciation des besoins suivant les personnes. Pour ne pas s'étendre trop longuement j'insisterai uniquement sur les besoins de l'enfant qui devraient commander dans la ville toute une série de conceptions techniques et de conceptions d'urbanisme.

On a parlé de la suppression du quartier Je crois que le quartier ancien est mort et ne doit plus revivre, mais en revanche il y aura des unités de vie sociale d'un type nouveau qu'il faut imaginer, qu'il faut créer, sans doute en tenant compte des leçons de l'histoire, mais aussi en tenant compte de la prospective que nous faisons à partir de l'étude des besoins.

Dans cette unité de vie sociale, je ne crois pas que l'on puisse à aucun moment supprimer la nécessité de contacts directs pour l'enfant avec les personnes et les choses dans un espace restreint. Toute prospective qui voudrait éviter un problème comme celui-ci serait vouée, à mon avis, à l'échec.

Jusqu'ici la préoccupation en a surtout été l'étude des canaux de communication du sommet vers la base. On demande aux sociologues d'éclairer la décision et de savoir comment celle-ci pourra être admise par la population. Mais le vrai problème n'est pas cette étude des canaux de communications descendants ; le vrai problème pour les sociologues c'est l'étude inverse des canaux de communications montants, savoir comment étudier les aspirations de telle personne dans tel groupe, dans telle ville, comment la population choisit ses représentants et peut faire valoir ses aspirations vers le haut. Voilà les questions qui devraient nous préoccuper.

Si nous étudions d'une manière valable ce mécanisme de la manifestation des aspirations et de la formulation des revendications, nous pourrons alors vraiment prendre des décisions d'urbanisme qui soient une réponse aux aspirations. Il y aura toujours une décision et quelqu'un qui la prendra, mais si cette décision est prise en réponse aux aspirations et si la sociologie n'est pas utilisée pour manipuler la population, mais pour permettre l'expression de ses besoins, alors l'urbaniste pourra construire une véritable démocratie ; c'est sur cette société de demain que nous avons à réfléchir.

●

M. S. RYUM - *DANEMARK*

Je crois que l'urbaniste, dans la conception de la ville, doit tenir compte de la société dynamique qu'est la société humaine.

Nous savons tous que les planificateurs sont des techniciens qui demandent que leur soient donnés des objectifs qui leur permettent de faire une planification socio-économique valable. C'est évidemment une idée théorique, mais plutôt que de se lancer dans des détails l'urbaniste devrait essayer de mieux quantifier les fonctions essentielles des plans structurels, même si l'information dont il disposera ne pourra jamais être absolument parfaite.

> Non pas deviner l'avenir probable mais préparer l'avenir souhaitable et même peut-être aller plus loin : tâcher de rendre possible l'avenir souhaitable.
>
> J. BOURBON-BUSSET

M. C. DOXIADIS - *GRÈCE*

Nous avons besoin de l'informatique ; nous avons besoin des méthodes modernes qui vont permettre à l'homme d'État qui va prendre la décision finale, d'avoir l'expérience totale, comme l'avait Périclès, qui devait travailler dans une ville de 50 000 habitants et qui pouvait, chaque matin, en marchant de sa maison jusqu'à l'endroit où il devait aller pour prendre les décisions, rencontrer 120 à 150 personnes et comprendre pendant ces dix minutes à peine de marche si tout allait bien dans la ville. Aujourd'hui, même un grand homme d'État ne peut pas le comprendre, et les méthodes autocratiques utilisées par quelques-uns pour essayer de comprendre ne sont pas justifiées. On a besoin de la science pour faire ce que l'on faisait autrefois par intuition quand on avait à travailler seulement à petite échelle.

●

M. J.-P. TRYSTRAM - *FRANCE*

Je dois dire que je suis très soucieux, car, au fond, les moyens dont disposent les sociologues pour étudier les problèmes urbains sont extrêmement faibles, et je ne parle pas ici des moyens matériels. Nous savons très mal ce que nous étudions ; nous savons très mal l'étudier.

La sociologie est une science malgré tout très neuve ; tellement neuve qu'elle se débat dans des luttes de doctrine, dans des luttes de clans, de personnes, ce qui me semble être la preuve même que cette discipline n'est pas encore arrivée à être une science.

Les problèmes qui nous sont posés sont doubles ; si le sociologue est quelqu'un qui étudie la société — ce qui me paraît être la définition minimum qu'on puisse donner ici — la société est déjà bien difficile à définir aujourd'hui, que dire de la société de demain ?

On peut voir, dans la société d'aujourd'hui et dans celle d'hier, un certain nombre de grandes tendances. Quelles sont-elles ?

Ce sont essentiellement des tendances dans lesquelles s'opère une sorte de perte, de disparition successive d'un certain nombre de groupes intermédiaires ; on assiste à une disparition de communautés locales, c'est-à-dire de communautés à contact direct, et, ceci, pour les remplacer par des relations qui sont beaucoup plus des relations de classe et de nature abstraite.

Dans cette espèce de disparition de toutes les communautés, il se révèle qu'il reste un roc extrêmement solide qui est la famille. Nous sommes actuellement dans une culture où il reste un élément important de groupe social : la famille, famille d'ailleurs plus ou moins réduite et bien modifiée par rapport à ce qu'elle a pu être.

Or vous savez que beaucoup d'utopistes ont pensé souvent que l'avenir de l'humanité était un avenir qui verrait disparaître la famille. Je ne sais pas ce que ces utopistes nous promettent ; je ne sais pas si c'est la vérité. C'est la deuxième difficulté que nous avons, et j'aimerais beaucoup que l'on puisse réfléchir longuement aux méthodes qui sont devant nous pour savoir comment on peut prévoir la société de demain à partir de la société d'aujourd'hui.

Un certain nombre de voies sont ouvertes devant nous ; la première est de regarder vers des sociétés qui nous paraissent, dans l'ensemble, plus avancées que la société française, mais il faut bien faire un choix, car il existe au moins deux sociétés qui sont plus avancées que la société française. Ce sont d'un côté la société américaine, de l'autre la société chinoise, dans laquelle un effort extrêmement considérable est fait pour aboutir à une nouvelle notion de l'homme.

Une seconde voie qui me paraît être aussi très importante, c'est la voie des volontés. Nous pouvons affirmer une culture, nous pouvons affirmer une idéologie ; nous pouvons affirmer que nous allons vers une civilisation volontaire de l'homme, et si nous abordons le sujet sous cette forme-là il n'est pas certain que nous serons tous d'accord.

> Modifier la probabilité des futurs possibles.
>
> OLAF HELMER

M. I.-I. NEKRASSOV - *URSS*

Pour nous, nous croyons que nous devons penser tout d'abord aux villes déjà existantes et à leur développement. Nous croyons aussi que la création d'un système planifié de centres urbains est très importante. Chaque ville a sa raison d'être, et la raison principale de la plupart d'entre elles est le développement de la production de biens matériels. C'est la localisation rationnelle de la production de ces biens qui détermine les principes nouveaux de l'implantation dynamique de nos villes.

●

Mme J. BEAUJEU-GARNIER - *FRANCE*

Il existe des impératifs auxquels nous n'échapperons pas, même si la technique nous libère d'un grand nombre de contraintes.

Ces impératifs sont de deux ordres :

— le choix de l'homme politique, en fonction de telle ou telle option politique préalable : je pense en particulier à l'aménagement du territoire.

Doit-on conserver les hommes là où ils habitent et créer des villes et des occupations pour ces hommes, ou bien doit-on transporter les hommes vers des régions déjà vivantes et dynamiques ?

Il y a là une option à prendre, et, en fonction de l'option retenue, nos villes ne se ressembleront pas ; elles ne seront pas construites au même endroit ; elles ne seront pas construites de la même manière.

Tout à l'heure, M. Nekrassov a dit que les villes, en général, étaient faites pour produire des biens matériels. Je pense qu'il y a certaines villes qui sont faites pour produire des biens matériels et qu'il y a d'autres villes qui ont d'autres fonctions : elles ne se ressembleront pas, ou du moins elles n'auront pas exactement à utiliser les mêmes techniques (et, en particulier, les mêmes techniques de transport).

— second impératif : il y a, non seulement le choix du politique, mais il y a le choix du financier, je dirais plutôt l'impératif du financier. Nous ne pouvons pas nous livrer à n'importe quelle expérience, sans prendre en considération les questions de coût.

●

M. F. BRAUDEL - *FRANCE*

Je voudrais dire ma surprise car je n'ai entendu que des choses raisonnables. Je n'ai pas eu l'impression que les représentants des sciences humaines aient crié un peu pour essayer d'indiquer deux ou trois vérités, et même une seule, une vérité discutable, à nos collègues qui s'occupent de la technique.

J'avoue que personnellement, spécialiste des sciences humaines et historien, je me réjouis toujours d'entendre les spécialistes de la fourchette parler de la fourchette, le spécialiste de l'infrastructure parler de l'infrastructure, et quand on nous donne la parole, j'ai l'impression que nous ne crions pas assez fort.

Je ne crois pas à la liberté des choix non plus qu'à la liberté et à l'entière satisfaction des besoins. Remarquez que les besoins, nous ne les connaissons pas ; aucun de nos collègues n'a été capable de vous parler des besoins de la population en ce qui concerne le logement, les villes, les communications comme vous avez parlé de l'infrastructure. Ce que j'ai entendu sur l'infrastructure. je le comprends parfaitement, mais pour les besoins, si je vous interrogeais, si j'interrogeais les non-spécialistes des sciences humaines, ils ne pourraient pas vous dire quels sont les besoins. Je reproche un peu, je dirai avec un peu d'humour et d'injustice, à mes collègues des sciences humaines, de ne pas parler suffisamment des gens réels.

> Un souhaitable qui devienne probable pour une société attachée à sa réalisation.
>
> PIERRE MASSÉ

M. P. RACINE - *FRANCE*

Quel est le rôle des gouvernements dans cette affaire ? Il est triple :

— d'abord, savoir faire la synthèse difficile de tout ce qu'ils auront appris des tenants des disciplines scientifiques particulières, et des contacts qu'ils peuvent avoir avec le public.

— ensuite, déterminer les options possibles, et, finalement, en choisir une, et c'est là où rien ne peut remplacer l'homme politique. Aucune décision, si bien préparée soit-elle scientifiquement, ne s'impose à un homme ou à quelques hommes qui ne peuvent pas déterminer d'avance quelles seront les conséquences lointaines de leur action, même s'ils sont bien éclairés sur les réactions du public et sur l'interférence des événements imprévisibles ; et pourtant ils doivent décider.

C'est que reste un domaine qui n'est pas irrationnel comme on le dit toujours, qui doit être aussi rationnel que possible, mais qui repose finalement sur une option politique, c'est-à-dire sur une échelle des valeurs et, d'autre part, sur l'appréciation qu'on se fait de l'opinion et des désirs profonds des habitants que l'on représente. Cela, personne ne peut le faire à la place de l'homme politique, et c'est sa responsabilité finale la plus noble mais aussi la plus lourde.

— enfin, et surtout dans ce domaine puisqu'on parle de géographie volontaire, il faut une troisième chose, c'est la volonté de réaliser dans l'avenir, en commençant tous les jours une œuvre qui ne se dessine pas encore sur le terrain et qui se heurtera aux résistances de tous ordres en même temps qu'aux difficultés et aux exigences financières.

Il faut aussi intégrer le temps dans cette étude prospective. Il y a la prospective à long terme et surtout, comme l'a dit Gaston Berger, qui a été l'un des inventeurs de la prospective, il y a le retour vers le récent, le présent où l'homme d'action se dit, en fonction d'un avenir qui paraît à la fois souhaitable et possible : Que dois-je faire aujourd'hui ?